22 mars 2006

Proposition du Conseil administratif du 22 mars 2006 en vue du bouclage du crédit de 200 000 francs destiné à la mise en sécurité des pièces d'eau situées dans les parcs, avec l'ouverture d'un crédit complémentaire de 33 119,05 francs.

Mesdames et Messieurs les conseillers,

Cette proposition a pour but de présenter à votre Conseil le décompte final de cette opération.

PFQ 91.66 (18^e PFQ) Le crédit extraordinaire de 200 000 francs voté par le Conseil municipal le 16 septembre 1998 (arrêté PA-397) se décompose de la manière suivante:

Crédit voté par le Conseil municipal le 16.09.1998 (arrêté PA-397)	Fr. 200 000,00
Dépense totale	<u>233 119,05</u>
Différence	33 119,05

Ce crédit a permis de sécuriser les pièces d'eau suivantes:

- parc La Grange – étang de la Roseraie;
- parc des Eaux-Vives – étang du Plonjon;
- parc Bertrand – nouvel étang;
- parc Bertrand – bassin du Jardin blanc;
- parc de Malagnou – bassin du Muséum;
- parc Mon-Repos – étang du sud du parc;
- biotope du parc des Falaises de Champel;
- petit bassin dans le haut du parc Mon-Repos;
- étang du cimetière de Saint-Georges.

Le présent crédit, voté en urgence et directement par le Conseil municipal, s'est révélé insuffisant en raison de la procédure choisie par votre Conseil et du nombre de pièces d'eau à sécuriser. Pour cette raison, il comporte un dépassement de 33 119,05 francs.

Au bénéfice de ces explications, nous vous invitons, Mesdames et Messieurs les conseillers, à approuver le projet d'arrêté ci-après:

PROJET D'ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettre e), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit complémentaire de 33 119,05 francs destiné à couvrir les dépenses supplémentaires relatives à la mise en sécurité des pièces d'eau situées dans les parcs.

Art. 2. – Les annuités d'amortissement du crédit concerné seront modifiées dès le budget de fonctionnement 2007, en fonction du crédit supplémentaire mentionné à l'article premier.